

## L'interview du député Armand Jung

*Interview parue le 02.05.08 (voir le site internet de l'AFGES : [www.afges.org](http://www.afges.org))*

Armand Jung, député du Bas-Rhin pour la première circonscription, n'en est pas à sa première rencontre avec l'AFGES et les étudiants de Strasbourg. Mais aujourd'hui, plus que jamais, il souhaite défendre leur cause au sein du projet d'université unique.



**Vous aviez déjà rencontré l'AFGES en juin 2007, dans le cadre de la campagne pour les législatives, puis à nouveau en juillet. Que retenir-vous de ces deux rencontres ? Et comment prenez-vous en compte les étudiants dans votre politique ?**

Dans toute mon action publique, j'ai toujours été en contact avec les étudiants, les enseignants, les responsables d'universités, à des niveaux divers, que ce soit au Conseil Général du Bas-Rhin mais surtout depuis que je suis député. Je côtoie les étudiants dans leurs associations, leurs lieux de vie, comme les cités universitaires, que j'ai moi-même fréquentées, à Strasbourg. Pour moi c'est une constante, mais il est vrai qu'il y a eu une montée en puissance de nos relations depuis le projet de refondation de l'université de Strasbourg, de fusion des trois universités, qui est sans doute le projet le plus révolutionnaire depuis que cette université existe.

La seule fois que fût évoquée l'université autonome fusionnée, c'était en mai 68. On avait proclamé l'université autonome. Mais ce qui est en train de se réaliser à Strasbourg est tout à fait différent et beaucoup plus ambitieux. J'ai parfois même l'impression que l'on ne se rend pas compte du message avant-gardiste que portent les responsables d'universités, les étudiants, et l'AFGES, dans cette opération.

**Vous aviez directement interpellé la Ministre lors de la session extraordinaire de l'Assemblée Nationale du 23 juillet 2007 pour un problème de calendrier des universités de Strasbourg...**

Oui, c'était lors de la mise en application de l'examen de la loi LRU sur l'autonomie. Il y avait un problème de concomitance de dates.

Le calendrier proposé par Madame Pécresse et le Gouvernement ne correspondait pas au processus de fusion mis en œuvre par les trois présidents d'université à Strasbourg. Ce fut l'occasion pour moi, au-delà du problème d'adéquation de calendriers, qui finalement s'est arrangé, d'expliquer à l'Assemblée Nationale, auprès d'autres collègues d'autres villes qui nous observent, le sens de cette démarche de fusion et de refondation.

Ca n'a pas été toujours très simples parce que beaucoup de villes soit nous envient, soit même essaient de nous copier.

**Ce problème de calendrier résolu, aujourd'hui, pensez-vous que mener de front la fusion et l'autonomie sert la cause de l'Université de Strasbourg ?**

C'est toute l'originalité et tout l'enjeu du processus initié à Strasbourg, qui sert d'ailleurs d'exemple. Ce processus est ambitieux.

Il est porté par des responsables d'universités de premier rang et par des étudiants, des responsables d'étudiants, des associations, des syndicats qui se sont rendus compte de l'importance et de l'enjeu de ce projet. Dans l'état actuel des choses, j'ai bonne confiance parce que chacun a pris conscience du niveau d'élaboration de ce projet hors du commun.

**Un an ou presque, après l'examen de la loi LRU, comment en percevez-vous les avancées ? Avez-vous encore des inquiétudes ?**

La grande critique que nous avons adressé à cette loi n'était pas un problème de fond, tout le monde étant partisan d'une certaine autonomie des universités, réclamée depuis des années.

La grande critique portait sur les moyens débloqués par l'Etat. Le Président de la République, à son arrivée à l'Élysée, a envoyé une lettre de mission à Mme Péresse qui disait en substance: "*Je veux deux universités d'excellence dans les 20 premières au niveau du classement mondial, notamment celui de Shanghai, et j'en veux 10 dans les prochaines années dans les 100 premières.*" Quand on donne ce genre d'objectif, que je peux partager, on ne peut pas faire l'économie des moyens. Or, malgré des efforts, une vente de 3% du capital d'EDF, je crains que l'on n'arrive pas au niveau souhaité par le



Chef de l'Etat, notamment à Strasbourg.

Que me disent les étudiants, les responsables d'étudiants et les professeurs d'université à Strasbourg ? L'imagination est là, les projets sont là, il manque, non pas de grands amphithéâtre ou de grandes salles de séances, mais des salles de travail, des salles de réunion pour donner des cours. A l'heure actuelle, proposer une date et un lieu de cours relève de la galère à Strasbourg. Ce n'est pas normal. Il manque des locaux utilitaires et non pas des locaux de prestige. Il manque des bureaux, des lieux pour des ateliers, des travaux dirigés. Il faudra s'y atteler.

Nous avons proposé à la Ministre de passer des accords spéciaux avec la Caisse des Dépôts, de faire du public/privé, toutes sortes de moyens. Mais la critique première, ce qui fait que je n'ai pas, sans m'y opposer, voté cette loi, ce sont les moyens qui ne semblaient pas correspondre à l'ambition affichée.

**Vous avez abordé la place des universités françaises dans le classement de Shanghai, quels aspects de l'ambition « Pôles d'excellence » ne partagez-vous pas ?**

Je partage l'ensemble de l'opération. Mais, si je soutiens tellement le processus de refondation de Strasbourg, ce n'est pas seulement pour le prestige. Certes, il en faut dans une capitale européenne.

Si je soutiens cette opération, c'est que j'ai l'ambition, nous avons l'ambition, de permettre à plus de 50% d'une classe d'âge, dans cette ville et en Alsace, d'accéder à l'université. Je veux que 50% des jeunes de nos quartiers, de nos villages puissent accéder à l'université. L'université est la haute étude démocratique par excellence, contrairement peut-être aux grandes écoles qui pèchent un peu par leur élitisme.

Je suis un pur produit de l'université. Emanant d'une famille d'ouvriers, si cette université n'avait pas ouvert les bras à toute ma génération, une série de jeunes n'aurait pas pu faire d'études supérieures.

Mon souci premier, c'est que le maximum de jeunes arrivent à l'université, et notamment celle de Strasbourg, qui doit être une université d'excellence. Dans excellence, il y a deux aspects. Il faut des universités et des secteurs pointus, comme la biotechnologie, qu'il faut marier avec du pluridisciplinaire. C'est la fusion entre la pluridisciplinarité et les secteurs de pointe qui feront l'excellence. Dans le domaine de l'environnement, il faut des géographes, des démographes, des urbanistes, des chimistes... nous avons tout ça à Strasbourg. Celui qui veut faire du droit des affaires

ne doit pas être ballotté entre la faculté de droit et la faculté de sciences. Nous allons y mettre de l'ordre.

Par ailleurs, la ville de Strasbourg est portée au plan national et européen par deux ou trois grands piliers : les institutions européennes, son université, et son approche de la santé, notamment le pôle cancérologie, très largement en pointe. C'est la conjonction de ces trois qui font que Strasbourg est connue au niveau national et européen... au-delà de la choucroute et du vin blanc.

Une grande partie des jeunes de cette région, de cette ville, doit pouvoir accéder à l'université, et, en même temps, il faut que l'université porte la vocation européenne de Strasbourg. Voilà l'opération « Pôle d'excellence » telle que je la conçois et telle que je l'ai expliquée aux responsables nationaux ainsi qu'à mes propres collègues de gauche et du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

### **L'université tend vers la pluridisciplinarité et la professionnalisation de ses formations. Comment ces deux évolutions s'allient-elles ?**

Je sais que cela peut paraître contradictoire, mais elles sont fondamentalement imbriquées. Ce qui se passe en ce moment est révolutionnaire au sens premier du terme parce que la manière de gérer cette université devra être totalement professionnalisée.

Il faudra s'entourer des meilleurs enseignants-chercheurs du monde. Tout cela ne se fera pas dans l'amateurisme, même s'il faudra partout et toujours du volontarisme tel que c'est encore le cas en ce moment. Nous aurons une vraie université professionnalisée, mais avec cette ouverture à une très grande partie de nos générations de jeunes. C'est pour cela que je suis, contrairement à d'autres, opposé à l'examen d'entrée à l'université.

Le baccalauréat doit rester le sésame, même s'il doit y avoir une nouvelle conception de l'orientation des jeunes qui entrent à l'université. Moi-même, s'il y avait eu un examen d'entrée à l'université, je n'y serais sans doute pas passé. Je reste donc opposé, par principe démocratique et par ce souci d'ouverture que je mets en avant, à l'examen supplémentaire d'entrée.

Néanmoins je pense que pourrait intervenir une réorientation à l'issue du DEUG ou de la première année. Tout cela est en gestation en ce moment, mais nous avons encore tout à faire dans le domaine de l'orientation des jeunes. Nous en sommes encore au même système qu'il y a 10 ou 20 ans !



### **Le premier but visé par l'orientation active entre dans le cadre du plan « Réussir en Licence ». Et après, le système qui se met en place permet-il, selon vous, aux jeunes de mieux s'insérer professionnellement ?**

Je suis de ceux qui pensent, contrairement à ce qui répand très souvent de manière un peu facile et légère, qu'il faut des études longues. Je ne suis pas opposé à un étudiant qui fasse trois, quatre, cinq, ou six ans d'études. Je ne crois pas à une formation rapide en deux ans.

Mais je pense que les réorientations doivent se faire au bout de la première année. Il faut un système qui puisse, au bout de la première année, confirmer les jeunes dans leur choix, ou les compléter. Je prends un exemple tout simple, que le doyen Poughon [de la faculté de droit] vous dira encore mieux que moi : au bout de la première année en droit, on peut dire que quelqu'un serait mieux en capacité de droit ou dans un BTS plutôt que de poursuivre des études de Licence, Maîtrise et troisième cycle.

Pour l'instant, ce n'est pas entré dans les habitudes. Mais ce n'est pas moi qui dirais à un jeune de nos quartiers : « Va faire une ou deux années d'université ». Cela n'a aucun sens. Je suis de ceux qui disent : « Va à l'université, tu auras sans doute besoin d'y rester plus que d'autres pour te former ». Il faut donc que notre société puisse intégrer cette demande en études plus longues, plus

difficiles dans les choix d'orientation de ces jeunes.  
Mais je ne connais pas de formation d'excellence courtes.

### **Le rapprochement entre universités et entreprises est-il encore un tabou ?**

Non. Même s'il faut y mettre des limites. Depuis 1968, un certains nombres de cercles, d'associations, de partis politiques, dont le Parti Socialiste, l'ont toujours dit : il est hors de question que notre université soit téléguidée, orientée, managée par les entreprises.

Par contre, je suis pour une collaboration très forte entre l'université et le monde de l'entreprise. Je prends un exemple précis. Une banque régionale comme le Crédit Mutuel, cherche à l'heure actuelle, des emplois de haut niveau pour lesquels elle ne trouve pas de titulaires.

En faculté de droit, et dans d'autres universités, on propose des formations pour le monde bancaire, qui est en pleine évolution, qui demande des formations spécifiques. Je crois à ce type de collaboration. Mais le danger sera toujours grand qu'un certain type de patronat rétrograde souhaite mettre l'université au pas. L'université ne pourra jamais se mettre au pas.

Je ne connais aucun enseignant-chercheur digne de ce nom qui se laissera dicter un contenu pour des choix purement conjoncturels, faits sur mesure. Mais une collaboration intelligente entre les deux est possible, et je crois que c'est ce qui s'esquisse en ce moment.

### **Pour accompagner les universités, il y a les entreprises, mais aussi et surtout les collectivités locales. Y a-t-il suffisamment aujourd'hui à Strasbourg d'interpénétration, politique et urbaine, entre la Ville et l'Université ?**

Pas suffisamment ! Cela a d'ailleurs toujours été le cas à Strasbourg. Qu'il s'agisse de la Ville, du Département, de la Région, ou de la Communauté Urbaine, il y a toujours eu une coupure symbolique : vous c'est vous, nous c'est nous, et lorsqu'on vous donne quelque chose, vous devriez être contents.

Je crois fondamentalement à une symbiose entre les collectivités et l'université. Lorsqu'une collectivité donne une subvention, ce n'est pas pour faire plaisir, ni pour faire un geste, c'est une décision stratégique. Or, cela dépasse bien entendu les majorités politiques. Je dois constater que la présence de la Ville de Strasbourg n'a pas été suffisante ces dernières années, ou ne l'a été que de manière protocolaire ou condescendante.

Je connais bien Roland Ries, je sais qu'il a une autre approche. Nous verrons bien ce que cela donnera mais je prêche pour une symbiose et un partenariat beaucoup plus fort du Département, de la Région et de la Ville de Strasbourg.

### **Quelles sont vos relations avec la nouvelle municipalité ?**

Aujourd'hui, en tant que député de Strasbourg, elles sont bonnes. Elles étaient inexistantes les années précédentes, ce qui est une aberration.

Quel que soit le Maire en place, quels que soient les députés en place, il doit y avoir collaboration et complicité pour porter les projets et notamment les projets universitaires. L'Opération Campus qui est mise en place est à cheval entre deux municipalités. J'espère que nous n'en pâtirons pas. Le gouvernement doit sélectionner 10 universités d'excellence. Il y a, à l'heure actuelle, 46 dossiers qui ont été déposés, dont 10 de la région parisienne. Le gouvernement en sélectionnera six à la fin du mois de mai et 4 à la mi-juillet.

Je souhaite que Strasbourg en fasse partie, que la nouvelle démarche strasbourgeoise soit ainsi reconnue mais la concurrence va être très rude. C'est un dossier que j'ai porté en tant que député, mais je me suis retrouvé bien seul il y a quelques mois pour le dire à Mme Péresse et à son Cabinet. J'espère que l'on ne pâtira pas de cette période transitoire que nous connaissons en ce moment. Je

suis encore récemment intervenu directement auprès de la Ministre, le 16 avril. J'ai encore insisté une dernière fois pour que Strasbourg soit choisie parmi les 6 premières universités. J'espère que d'autres, au niveau de la Région, du Département, de la Ville, en ont fait autant.

Mais il faudra à l'avenir une collaboration d'excellence entre les collectivités, à la hauteur de la collaboration d'excellence que se sont imposées les trois universités strasbourgeoises.

**Roland Ries, pendant sa campagne, lors de ses deux rencontres avec l'AFGES, avait insisté sur l'importance d'un interlocuteur privilégié entre la Ville et les étudiants. C'est chose faite, en la personne de Paul Meyer, pour la vie étudiante. Partagez-vous cet avis sur l'importance d'un interlocuteur direct ?**

Paul Meyer est en effet Conseiller municipal délégué, chargé des jeunes et de la vie étudiante en particulier. C'est une personne que je connais bien et pour laquelle j'ai une très grande estime parce que c'est une personne volontaire, généreuse, qui sera d'une très grande utilité, notamment pour l'AFGES et les associations étudiantes, des tissus qu'il connaît bien.

Mais il faudra encore, pour porter les enjeux fondamentaux de l'université strasbourgeoise, une collaboration beaucoup plus large, qui doit se faire directement au niveau de l'ensemble des exécutifs. Ce sont M. Kennel, Président du Conseil Général, M. Ries, M Zeller [Président de la Région Alsace] et M. Bigot, Président de la Communauté Urbaine, eux-mêmes, qui doivent porter ce projet.

Et je peux dire au nom des trois députés strasbourgeois, quelles que que soient nos sensibilités politiques, que nous serons également de la partie.

**Au niveau de la Communauté Urbaine de Strasbourg, Catherine Trautmann a été chargée de l'université. Vous l'avez connue auparavant, savez-vous comment elle envisage de prendre en main le dossier universitaire ?**



Catherine Trautmann et moi avons eu une carrière parallèle, depuis notre jeunesse. Nous avons démarré au même moment. Nous nous connaissons très bien et Catherine Trautmann est capable de porter des dossiers délicats. Elle a une capacité d'adaptation et de négociation, forte d'une grande confiance en elle.

La seule inquiétude que j'ai concerne la période transitoire particulière que nous traversons en ce moment. J'espère que d'autres villes qui ont connu une continuité, une habitude de travail plus forte, ne seront pas avantagées. Mais nous verrons cela à l'heure du choix. Il y a des villes qui se sont préparées uniquement pour ce choix de campus d'excellence. Nous avons porté nos efforts sur la refondation.

J'espère néanmoins que nous serons choisis parmi les 6 premiers.

**Même si l'on ne veut pas envisager cette éventualité, que se passera-t-il si Strasbourg n'est pas retenue ?**

Nous repartirons en campagne, nous repartirons en négociation, nous irons remuer tous les ministères, tous les pouvoirs politiques et scientifiques qu'il faudra. Cela impliquera sans doute que l'on prenne des initiatives tout à fait nouvelles et originales localement, en ne comptant que sur notre propre aide.

Mais il faudra immédiatement reprendre notre bâton de pèlerin dans l'hypothèse que je n'envisage même pas, où Strasbourg ne figurerait pas parmi les 6 ou les 10 premiers. Je vois comment procède Marseille et d'autres universités parisiennes, connaissant un peu leur opportunisme de négociation.

Mais au-delà de l'aspect personnel qui m'attache à Strasbourg, je pense sincèrement que nous sommes l'une des meilleures universités européennes en matière de pluridisciplinarité, d'excellence et de communication.

A l'heure actuelle, un certains nombres de nos grands professeurs, comme le Professeur Cuche [*ancien Président de l'Université Marc-Bloch*], sont capables de donner, à partir de leur bureau strasbourgeois, des cours à Vienne, en République Tchèque ou en Roumanie. Tout cela grâce à la mise au point d'un système extraordinaire de communication par Internet entre les enseignants. Un système qui doit être reconnu.

Je suis d'autant plus persuadé que l'Université de Strasbourg est l'une des meilleures en Europe que nous sommes ici dans l'espace rhénan, héritier de tout le savoir humaniste, à cheval sur plusieurs cultures, lieu de passages.

Nous avons atteint les 45 000 ou 50 000 étudiants, avec, ce qui est original par rapport à d'autres universités, 20% d'étudiants étrangers. Il faut savoir que l'on ne fera pas de grandes universités sans avoir un seuil critique de 20% d'étudiants issus d'autres pays et d'autres continents. Ce que n'ont pas d'autres universités, qui ne connaissent pas ce brassage.

### **Vous avez parlé de votre attachement à Strasbourg, avez-vous fait toutes vos études ici ?**

Mes études secondaires ont été faites en Moselle, à Montigny-lès-Metz, dans un petit séminaire, jusqu'au bac. Issu d'une famille de mineurs de charbon, à 17 ans, je suis venu à Strasbourg, que je n'ai plus quitté, comme beaucoup l'ont fait en 1968-69.

J'ai fait toutes mes études à la Faculté de droit de Strasbourg, une licence, une maîtrise et un troisième cycle, avec tous les grands professeurs que l'on a connu, comme M. Waline [*agrégé des Facultés de Droit (Section de droit public), ancien président et Professeur Emérite de l'Université Robert-Schuman*], ou le Doyen Weill.

J'ai été adepte du droit public plus que du droit privé. C'est sans doute pour cela que je me suis rapidement engagé dans la voie politique. Ensuite, j'ai fait un DESS, comme on appelait cela, de sciences politiques, en faculté de droit, avec le professeur Dreyfus.

Et j'ai fait un mémoire sur les jeunes socialistes en Allemagne à l'époque de la gauche extra parlementaire. J'étais un étudiant engagé sans jamais avoir été un leader, et je dois tout à l'Université de Strasbourg, toute ma formation et tout mon engagement politique, public, mais également professionnel.

Après l'université, j'ai été fonctionnaire territorial à la Communauté Urbaine de Strasbourg, notamment au Secrétariat Général sous Pierre Pflimlin [*député MRP (Mouvement Républicain Populaire) du bas Rhin en 1946-47, Ministre d'Etat en 1958-59, maire de Strasbourg de 1958 à 1983, Président du Parlement européen de 1984 à 1989*], qui m'a embauché.



J'ai eu là une position d'excellence que j'ai occupée pendant plusieurs années. J'ai également été au service de la réglementation générale, au service des finances et des affaires économiques de la Ville de Strasbourg, avant de me mettre en disponibilité, en 1997, pour devenir député.

En 1997, je suis le suppléant de Catherine Trautmann, avant de devenir député dans la foulée lorsqu'elle est nommée ministre.

### **Quel attachement portez-vous à la liberté d'expression et à l'engagement étudiant ?**

La liberté d'expression a, pour moi, été le fil conducteur de toute mon action publique, politique et même au-delà. J'avais à peine terminé mes études qu'une grande affaire est née dans notre pays, en

1975 : l'affaire des comités de soldats.

J'ai eu le malheur, ou le bonheur, de signer une pétition soutenant la liberté d'expression des appelés qui demandaient le droit d'association, et même de se syndiquer. Ce qui m'a valu d'être mis en examen devant la Cour de Sûreté de l'Etat, juridiction d'exception.

Avec les membres de l'OAS [*Organisation Armée Secrète, créée en 1961*], je crois avoir été l'un des derniers à être mis en examen devant cette Cour que la gauche a supprimé en 1981, lorsqu'elle est arrivée au pouvoir. Cela m'a valu 3 semaines à Fleury-Mérogis, en tant que détenu politique, un statut qui n'existe plus non plus, pour le crime de « tentative de démoralisation de l'armée »... Rien que cela !

J'avais 25 ans, jeune juriste sorti de la faculté de droit, et j'ai fait la première page de Libération !

### **Donc pas un si mauvais souvenir... ?**

Non, je garde un souvenir très fort de l'université, qui m'a procuré les fondamentaux. J'étais fils d'ouvrier lorsque je suis arrivé en fac de droit, j'avais tout à apprendre. C'est la faculté de droit qui a structuré toute ma pensée sans jamais me faire perdre mes origines.

J'ai découvert ici le berceau humaniste rhénan qui m'a amené à la gauche, au PSU [*Parti socialiste unifié, fondé en 1960 et dirigé par Michel Rocard entre 1967 et 1973*] et ensuite au PS. J'ai eu un cheminement tout à fait identique à celui de Michel Rocard, que je viens encore de croiser hier à l'Assemblée Nationale, toujours avec beaucoup d'émotion.

A l'époque, je côtoyais Jean-Michel Poughon, Norbert Olszac [*agrégé des Facultés de Droit, Professeur à l'Université Robert Schuman, ancien Doyen de la faculté*], et bien d'autres, qui sont aujourd'hui dans le même circuit.

Si le projet de refondation de l'Université de Strasbourg m'attire aujourd'hui, c'est par son côté humaniste et grâce aux protagonistes du projet comme François-Xavier Cuhe, Bernard Carrière [*anciens présidents de Louis-Pasteur et Marc-Bloch*], et les trois présidents actuels.